

## Sommes-nous au bord de la première guerre climatique ?

### Changement climatique, géopolitique et rupture du traité sur les eaux de l'Indus

[Ben Shread-Hewitt](#) 02 05 2025 – traduction perplexity

La montée des tensions entre le Pakistan et l'Inde rappelle brutalement que le changement climatique n'est plus un phénomène lointain - il agit désormais comme un multiplicateur d'instabilité géopolitique. À mesure que la crise climatique s'accélère, sa capacité à approfondir les rivalités existantes, à fragiliser des accords précaires et à enflammer des différends de longue date s'accroît également.

En Asie du Sud, le Traité des eaux de l'Indus (IWT) a longtemps été un rare exemple de coopération transfrontalière entre deux voisins dotés de l'arme nucléaire. Cependant, alors que les pressions climatiques et les tensions politiques s'intensifient, cet accord autrefois solide commence à montrer des signes de graves tensions. La question qui se pose désormais ne concerne plus seulement les droits sur l'eau - il s'agit de savoir si le changement climatique pourrait être le catalyseur de la première véritable guerre climatique mondiale.

### La crise climatique accentue les vulnérabilités du Pakistan



[Yasir Dora](#)

Le Pakistan se trouve à l'épicentre de multiples crises qui se chevauchent. Le changement climatique s'impose non seulement comme un défi environnemental, mais aussi comme une menace pour la sécurité nationale et la stabilité économique. La dépendance du pays au système fluvial de l'Indus, qui fait vivre plus de 220 millions de personnes, devient de plus en

plus précaire. La disparition des glaciers, la variabilité des moussons et l'intensification des vagues de chaleur sont désormais les caractéristiques dominantes du régime climatique régional.

En avril 2025, les températures dans le centre et le sud du Pakistan ont grimpé jusqu'à 48°C, avec des [prévisions approchant les 49°C](#), soit près du record mondial d'avril établi en 2018. Parallèlement, une grave pénurie d'eau dans la province du Sindh a provoqué des [manifestations massives de la part des agriculteurs](#), alors que deux grands canaux d'irrigation sont [presque à sec](#). Cette crise menace la récolte du district, notamment le coton, la canne à sucre et les mangues, essentiels à l'économie nationale et à l'approvisionnement alimentaire. Le souvenir des inondations de 2022, qui ont submergé un tiers du pays et déplacé plus de 30 millions de personnes, [reste vif](#). Cette catastrophe a coûté au Pakistan plus de 30 milliards de dollars et a révélé à quel point le pays manque de capacité d'adaptation face à l'aggravation des extrêmes climatiques. À la lumière de ces faits, l'effondrement récent du traité de l'Indus représente une menace existentielle pour cette nation en difficulté.

### **Le Traité des eaux de l'Indus : un pacte autrefois stable aujourd'hui menacé**

Le Traité des eaux de l'Indus, négocié par la Banque mondiale et signé en 1960, est l'un des rares accords durables entre l'Inde et le Pakistan. Il répartit les six rivières du bassin de l'Indus, accordant à l'Inde les droits sur les affluents orientaux (Ravi, Beas, Sutlej) et au Pakistan le contrôle des rivières occidentales (Indus, Jhelum, Chenab). Pendant plus de six décennies, le traité a survécu à des guerres, des différends frontaliers et des ruptures diplomatiques - un exemple rare de diplomatie fonctionnelle autour de l'eau dans une région instable.

Cet héritage est aujourd'hui menacé. En avril 2025, à la suite d'une attaque meurtrière au Cachemire administré par l'Inde - qu'elle attribue à des militants basés au Pakistan - New Delhi a annoncé la suspension du traité. Les responsables indiens ont présenté cette décision comme une mesure nécessaire à la sécurité nationale. Le Pakistan, niant toute implication dans l'attaque, a dénoncé cette suspension comme illégale et provocatrice, arguant que le traité ne peut être révoqué unilatéralement. Islamabad prévoit désormais de [faire appel à la Banque mondiale et à la Cour internationale de justice](#). Le Pakistan affirme également disposer de « [renseignements crédibles](#) » selon lesquels l'Inde envisage d'escalader ces tensions vers un conflit ouvert.

Bien que le texte du traité prévoie l'arbitrage et la résolution des différends, le contexte politique actuel [est bien plus explosif](#) qu'à l'époque de sa signature. Le changement climatique, la croissance rapide de la population, la fragmentation géopolitique et la

multiplication des projets d'infrastructures concurrents exercent une pression sans précédent sur le système de l'Indus - et sur le cadre politique censé le gérer.

## **Le changement climatique comme catalyseur de conflit**

Ce qui rend la crise actuelle particulièrement alarmante, c'est le rôle du changement climatique comme force déstabilisatrice. Le système fluvial de l'Indus est de plus en plus mis à mal par une conjonction de facteurs climatiques : recul des glaciers himalayens, diminution de la fonte des neiges, retards des moussons et demande croissante. Selon le Centre international pour le développement intégré des montagnes (ICIMOD), la région de l'Hindu Kush pourrait perdre jusqu'aux [deux tiers de ses glaciers](#) d'ici la fin du siècle si les émissions restent élevées, avec des conséquences dramatiques pour les débits en aval.

L'insécurité hydrique, autrefois un enjeu de développement, devient militarisée. Des experts mettent en garde contre la politisation des ressources en eau, qui pourrait conduire à des « [guerres de l'eau](#) ». L'activité indienne de construction de barrages sur les affluents occidentaux - en principe dans les limites du traité - a longtemps été source de friction. Mais dans un monde où l'eau se raréfie, même de modestes infrastructures peuvent être perçues comme une forme de coercition stratégique. Le Pakistan craint que l'Inde n'utilise son contrôle en amont pour manipuler les approvisionnements en eau, que ce soit délibérément ou par inaction lors d'inondations ou de sécheresses. Des tensions similaires se développent entre [l'Éthiopie et l'Égypte](#) autour du controversé barrage de la Renaissance.

Les spécialistes des relations internationales mettent de plus en plus en garde contre « [l'hydro-hégémonie](#) », où des États dominants utilisent l'eau comme levier géopolitique. Dans ce contexte, le changement climatique ne modifie pas seulement les conditions environnementales - il redéfinit les rapports de force et les calculs stratégiques, rapprochant des régions déjà instables du conflit ouvert.



[Jrapczak](#)

## Le rôle de l'adaptation climatique dans la construction de la résilience

Dans ce contexte, l'adaptation au climat devient plus qu'une simple stratégie défensive. Si elle est bien menée, elle peut réduire le risque de conflit en renforçant la coopération et la résilience sur les lignes de faille partagées. Des efforts collaboratifs dans la gestion de l'eau, comme la surveillance conjointe des débits, des projets d'infrastructures partagés et des initiatives transfrontalières d'adaptation au climat, peuvent favoriser la confiance et atténuer les tensions.



[ZSM](#)

À l'ère climatique qui s'ouvre, ces efforts deviennent essentiels, car de nombreux impacts climatiques sont désormais inévitables - s'ils ne se sont pas déjà manifestés. De plus, bâtir la résilience et la coopération est nécessaire pour que les efforts d'atténuation aboutissent, ceux-ci pouvant être mis en échec par les effets du dérèglement climatique. Qu'il s'agisse d'alimenter les tensions géopolitiques, comme entre le Pakistan et l'Inde, ou de [réduire les échanges internationaux](#), les impacts climatiques ne pourront être atténués à long terme que par des nations dotées de la capacité d'adaptation nécessaire pour faire face aux conséquences inévitables qui se manifestent déjà. À défaut, l'ampleur, [la portée et la rapidité des changements deviendront ingérables](#), rendant quasi inévitables des conflits comme celui qui vient d'éclater.

Ce qui se déroule en Asie du Sud s'inscrit dans une dynamique plus large. La crise climatique ne réécrit pas seulement les règles des écosystèmes - elle redéfinit le pouvoir, le risque et la responsabilité au-delà des frontières. Du [bassin du Nil](#) à l'[Asie centrale](#), les ressources en eau partagées deviennent des terrains de compétition et de coopération, influencés par les changements climatiques et les conflits géopolitiques.

Dans des régions comme le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord, [où la rareté de l'eau est déjà aiguë](#), le changement climatique amplifie les tensions existantes autour de l'accès à l'eau douce. De même, en Asie centrale, la construction de barrages sur des rivières

transfrontalières a [provoqué des différends](#) entre pays en amont et en aval, la disparition d'un climat prévisible rendant caducs les accords fondés sur les anciens régimes climatiques.

La suspension du Traité des eaux de l'Indus marque un tournant crucial dans la géopolitique sud-asiatique et internationale, mettant en lumière le lien étroit entre changement climatique et relations internationales. Si les tensions continuent de monter entre ces puissances nucléaires, le monde pourrait assister à la première véritable guerre climatique. Mais ce moment représente aussi une occasion pour l'Inde et le Pakistan de faire preuve de leadership et d'ouvrir une nouvelle ère de diplomatie climatique.

[Ben est chercheur sur le changement climatique](#), spécialisé dans l'étude des conflits, de la géopolitique et des risques en cascade dans la nouvelle ère du dérèglement climatique.

\*  
\*\*